

Accès helvétique pour les smartphones des Iraniens

Appstore bloqué » La Suisse est-elle en train de devenir la porte d'accès à internet pour les Iraniens détenteurs d'iPhones? Comme chaque utilisateur le sait, sans accès à l'Appstore, impossible de procéder aux mises à jour ni d'obtenir de nouvelles applications. Rapidement, l'appareil multiplie les bugs et ne parvient plus à fonctionner. Or, c'est la mésaventure collective qu'éprouvent les habitants de la République islamique: Apple leur a fermé l'accès à son site jeudi, rendant des dizaines de milliers d'utilisateurs orphelins, selon Bleeping Computer et d'autres sites spécialisés.

«Bloquer l'Appstore pousse les utilisateurs à trouver des stores alternatifs ou de jailbreaker («déverrouiller», ndr) leur appareil. Ceci les expose à des grands risques d'infection de l'appareil et de sécurité», sou-

ligne Steven Meyer, spécialiste en cybersécurité basé à Genève. L'alternative consiste à recourir à des réseaux privés virtuels (VPN), qui permettent d'accéder à la Toile par un autre pays.

«La Suisse fait partie des pays favoris pour assumer ce rôle, selon Steven Meyer. La protection de la sphère privée est l'une des plus sévères au monde, ce qui est grandement apprécié des internautes désireux de confidentialité», poursuit-il.

Certes, d'autres pays ont la cote, comme la Suède, où le cadre légal est même plus strict. «voire les pays du Maghreb, où les internautes pensent pouvoir se dissimuler à l'abri du manque de régulation», complète le spécialiste. Grâce à la Suisse, Apple pourra conserver ses utilisateurs, même les plus improbables. » **YVES GENIER**

Quatre disparus dans une avalanche

Valais » Une avalanche a emporté plusieurs personnes dans le vallon d'Arbi. Quatre d'entre elles sont toujours recherchées.

Hier en fin de soirée, les quatre personnes ensevelies sous une grosse avalanche descendue dans l'après-midi dans le vallon d'Arbi, dans les hauts de Riddes (VS), étaient toujours disparues.

L'inquiétude est grande. «Il y a six mètres de neige au moins au bas de l'avalanche. Les recherches se poursuivront cette nuit», indique Paul-Victor Amaudruz, chef de la sécurité des pistes chez Téléverbier. «L'espoir de les retrouver vivants est mince», confie Stéphane Léger, porte-parole de la police cantonale.

L'alerte a été donnée peu avant 15 heures. Selon la police cantonale, plusieurs skieurs descendaient dans ce vallon lorsqu'une grande avalanche a



La coulée est partie sur la droite d'une piste jaune balisée. Keystone

dévalé sur leur droite. «Sept personnes réparties en deux groupes de quatre et trois, se trouvaient dans le secteur», indique Stéphane Léger.

Une personne a pu fuir l'avalanche, deux autres ont été extraites de la masse neigeuse, quatre personnes sont toujours portées disparues.

Il s'agit d'une grande avalanche de printemps, dite de reptation, qui mesure environ 400 m de long et 150 de large. Les skieurs n'étaient pas équipés de DVA (dispositif de recherches de victimes en cas d'avalanche).

Le vallon d'Arbi est un itinéraire hors piste très fréquenté et facile d'accès, notamment depuis le lac des Vaux sur les pistes de Verbier. Une piste jaune balisée existe dans ce vallon.

Cet itinéraire était ouvert normalement, selon Paul-Victor Amaudruz. Il faudra déterminer si les skieurs sont restés entre les piquets jaunes ou s'ils ont choisi un autre itinéraire sur la rive droite du vallon. La seconde hypothèse est privilégiée par Paul-Victor Amaudruz. «Ils ne se trouvaient pas sur l'itinéraire», a-t-il confié hier soir au *Nouvelliste*. » **LE NOUVELLISTE**

Il ne devrait pas y avoir de coupes dans le budget agricole 2019. Les autres domaines en espèrent autant

Le Conseil fédéral pense aux paysans

« PHILIPPE BOEGLIN

Finances » Le manège avait tendance à se répéter. Ces dernières années, au moment d'établir le budget de l'exercice suivant, le Conseil fédéral proposait d'économiser dans le secteur agricole. Ni une ni deux, les agriculteurs montaient aux barricades et parvenaient à rallier une majorité au parlement pour relever l'enveloppe. Le gouvernement a-t-il déposé les armes de guerre lasse? Il semble en tout cas mettre de l'eau dans son vin. Selon nos informations, il pourrait bien renoncer, dans le budget 2019, à couper dans la bourse des paysans.



«Les élections approchent, il faut contenter des lobbies»

Jacques-André Maire

Ces réflexions internes demandent à être confirmées cet été, lorsque le Conseil fédéral soumettra son projet de budget aux Chambres. Mais une tendance à la clémence se dessine. Ce qui fait jaser certains. «Les élections fédérales de 2019 se rapprochent, il faut contenter certains lobbies et groupes d'intérêts», sourit Jacques-André Maire, conseiller national (ps, NE).

Directeur de l'Union suisse des paysans, le conseiller natio-



En lançant des initiatives populaires ou en manifestant, les paysans sont montés aux barricades. Avec succès. Keystone

5 milliards

La somme totale approchée par l'excédent des caisses de la Confédération en 2017

3,5 milliards

En moyenne, le montant annuel attribué à l'agriculture, resté stable

50 pour cent

En dix ans, la hausse des dépenses pour la formation ou la coopération internationale

nal Jacques Bourgeois (plr, FR) rétorque que «le Conseil fédéral tient enfin compte des décisions du parlement – c'est cela qui est important! Et puis, n'oublions pas que les paiements directs aux exploitations rémunèrent des prestations».

Comptes resplendissants
Au-delà de l'aspect politique, la conjoncture actuelle se prête à une politique financière moins restrictive. Le grand argentier de la Confédération, Ueli Maurer

(udc), a présenté récemment des comptes resplendissants, avec un excédent chatouillant les... 5 milliards de francs, à nouveau nettement supérieur aux prudentes prévisions budgétaires.

Les perspectives pour les années suivantes sont pour l'heure annoncées au beau fixe. Le plan financier actualisé table sur des excédents de 1,1 milliard en 2019, de 1 milliard en 2020, et de 1,9 milliard en 2021. En plus, ces ordres de grandeur incluent déjà les

pertes découlant de la future réforme de l'imposition des entreprises (Projet fiscal 17).

L'embellie a donc de bonnes chances de se prolonger. Pour certains, cela doit permettre de relâcher la pression, non seulement sur l'agriculture, mais aussi sur les autres domaines faiblement liés (dont les budgets ne sont pas assurés par des obligations légales).

«Le secteur de la formation, recherche et innovation doit pouvoir s'appuyer sur des enve-

loppes stables. Le problème, c'est que le crédit-cadre sur quatre ans promet des augmentations suffisantes, qui sont ensuite réduites par le Conseil fédéral lors de l'élaboration des budgets annuels», déplore le socialiste Jacques-André Maire, membre de la commission de la science et de l'éducation. «Il faudrait qu'on reconnaisse enfin que ce domaine est stratégique pour l'économie!»

A droite, l'approche est clairement différente. «Le domaine

de la formation, recherche et innovation a connu une grosse croissance ces dernières années, il faut donc le plafonner au niveau actuel», appelle Thomas Aeschi, chef du groupe parlementaire UDC et conseiller national zouglois. «Notre position est claire: il faut stabiliser les moyens de l'agriculture, et réduire ceux de l'aide au développement et de l'administration fédérale. Ce n'est pas parce que la conjoncture remonte que les dépenses doivent obligatoirement croître. Il ne faut déboursier que le nécessaire.»

Pour la stabilité générale
Le libéral-radical Jacques Bourgeois prône, lui, une stabilité générale. «Vu l'amélioration des perspectives, il ne faut pas commencer à couper dans des domaines. Mais cela ne veut pas dire dépenser à tout-va.»

Dans les faits, la bourse agricole stagne autour de 3,5 milliards par an depuis dix ans, tandis que celle de l'armée a crû de quelque 10% pour atteindre la barre des 5 milliards. A l'inverse, la coopération internationale et les relations avec l'étranger (3,5 à 4 milliards actuellement) et la formation, recherche et innovation (7 à 7,5 milliards) ont connu une progression de plus de 50%.

Des dossiers chauds
Le débat est loin d'être clos. De prochaines décisions du parlement pourraient remettre la pression sur la caisse fédérale. La réforme des retraites, rejetée par le peuple en septembre dernier, reviendra tôt ou tard sur la table. Et le PDC, soutenu par l'UDC, vise toujours la suppression de la pénalisation fiscale des couples mariés par rapport aux concubins, qui ôterait jusqu'à 1 milliard par an. Enfin, la droite aimerait bien abolir l'un ou l'ensemble des droits de timbre, pesant en tout quelque 2,5 milliards de rentrées fiscales. La partie ne fait que commencer. »